



L'attractivité de la France selon les responsables des sociétés étrangères installées en France

Principaux enseignements du sondage réalisé par Ipsos pour la 13^{ème} édition des Etats de la France
22 novembre 2018

Se tenant 18 mois après l'élection présidentielle de 2017, la treizième édition des Etats de la France se déroule à un moment crucial pour évaluer l'impact des débuts du quinquennat d'Emanuel Macron. Alors que la vague de 2017, réalisée dans la foulée de l'alternance politique, se caractérisait par une montée très marquée de l'optimisme liée à l'arrivée à la tête du pays d'un Président perçu comme jeune, dynamique et volontariste, le contexte général a fortement changé en un an. Les indicateurs macro-économiques se sont faits moins favorables, conduisant à un retour du pessimisme des Français. Par ailleurs, les nombreuses affaires et polémiques qui ont émaillé ces derniers mois ont provoqué dans l'opinion une montée du scepticisme vis-à-vis de la volonté de rupture incarnée par Emmanuel Macron durant sa campagne envers les pratiques politiques traditionnelles. La vague de 2018 permet donc de dresser un premier bilan solide de l'action présidentielle après plus d'un an au pouvoir.

C'est dans ce cadre et avec cet objectif qu'Ipsos a réalisé un sondage sur l'image de la France auprès de responsables d'entreprises étrangères implantées en France. Dans ce but, un échantillon de 200 dirigeants d'entreprises de plus de 250 salariés a été interrogé entre septembre et novembre.

Un an et demi après l'élection d'Emmanuel Macron, l'image de la France et son attractivité restent très élevées et poursuivent même leur progression

L'image de la France auprès des responsables d'entreprises étrangères a connu un véritable tournant dans la foulée de l'élection d'Emanuel Macron, et cette dynamique positive s'est poursuivie et amplifiée au cours de l'année écoulée. Alors qu'en 2016, seul 27% estimaient que leurs sièges mondiaux avaient une image positive de la France, ce chiffre a fortement augmenté à la suite de l'élection présidentielle (44% en 2017) et est même désormais majoritaire (67%), ce qui constitue une impressionnante progression de 40 points en deux ans et de 23 points par rapport à l'automne dernier.

Cette évolution est d'autant plus notable qu'elle n'est pas cantonnée aux entreprises des sondés : les trois quarts des responsables interrogés (74%) jugent que de manière générale « la France est aujourd'hui un pays attractif pour les entreprises », soit une hausse de 38 points par rapport à 2016 et de 14 points depuis l'an dernier : là encore, la dynamique enclenchée par l'élection présidentielle s'est poursuivie et amplifiée au cours de l'année écoulée. De fait, 85% des responsables disent que leur opinion vis-à-vis de la France s'est améliorée en 2018, dont 27% qui disent qu'elle s'est fortement améliorée.

L'action d'Emanuel Macron et de son gouvernement durant cette première partie du quinquennat est de fait clairement liée à cette amélioration de l'image du pays. Les trois quarts des répondants (75%) jugent ainsi son bilan positif, contre seulement 1% qui ont une opinion négative et 22% qui restent neutres à ce stade. Surtout, une quasi-unanimité se fait jour à propos de l'impact des réformes entreprises pour améliorer la compétitivité de la France : 95% jugent qu'elles vont dans le bon sens.

Dans ce contexte, même les sondés les plus sceptiques font preuve d'un certain optimisme : l'ensemble (99%) de ceux qui jugent que la France n'est pas aujourd'hui un pays attractif (26% de l'échantillon) affirme qu'elle peut le redevenir, dont 21% qui sont « certainement » de cette opinion. Et ils jugent aussi que cette évolution pourrait se faire à court ou moyen terme : pour 76% d'entre eux, la France pourrait redevenir attractive d'ici 5 ans ou moins.

L'action gouvernementale est largement convaincante, mais une certaine impatience commence à se faire ressentir

Dans le détail, l'action menée par le gouvernement en faveur des entreprises est très largement saluée. L'ensemble des mesures testées auront, aux yeux des responsables d'entreprises interrogés, un impact positif sur l'attractivité de la France, et c'est notamment le cas en ce qui concerne les mesures fiscales : 95% sont de cette opinion en ce qui

concerne « *la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés* », 85% pour « *la suppression du forfait social* », 75% pour « *la transformation du CICE en baisse de charges* », 66% pour « *la suppression de l'ISF et la création de l'IFI* » ou encore 62% pour « *l'augmentation de la CSG et la suppression des cotisations salariales maladie et chômage* ».

Un autre volet de l'action gouvernementale qui suscite une large approbation concerne la **réduction des normes et la simplification administrative** : 84% approuvent « *la suppression d'une norme existante pour toute nouvelle norme votée* », 72% « *la mise en place d'un droit à l'erreur* », 68% le fait de devoir « *s'en tenir aux obligations imposées par les normes européennes, sans aller au-delà* » et 64% « *le relèvement des seuils sociaux imposant des obligations sociales et fiscales en fonction du nombre de salariés* ».

Malgré cette amélioration de l'image de notre pays et ce bilan jugé très positif de l'action gouvernementale, on constate que **les entreprises étrangères restent encore relativement frileuses envers la France**. Seule 18% d'entre elles ont effectué des nouveaux investissements en France depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, et 16% vont en réaliser au cours des prochains mois. De tels niveaux sont loin d'être négligeables, mais reste que les deux tiers des responsables d'entreprises étrangères installées en France affirment que leur maison-mère n'envisage pas de nouveaux investissements à court et à moyen-terme.

De fait, **une partie importante des responsables interrogés estime que le rythme des réformes n'est « pas assez rapide »**, un chiffre en forte hausse par rapport à l'an dernier (+28 points). Cette impatience peut expliquer ces réticences à réaliser de nouveaux investissements. A noter que les priorités en matière de futures réformes concernent des sujets liés à « *la réduction du coût du travail* », au « *déverrouillage du marché du travail* » et au « *renforcement de la compétitivité fiscale* », qui sont prioritaires pour renforcer l'attractivité de la France aux yeux de respectivement 61%, 55% et 50% des responsables interrogés. La poursuite du processus de simplification administrative est aussi une attente prioritaire de 45% des sondés.

Un contexte international positif pour la France

Au-delà de la politique mise en place par la majorité au pouvoir depuis 2017, le contexte international joue positivement en faveur de la France. Près de deux tiers des répondants (65%) estiment que **le Brexit va permettre de renforcer l'attractivité de la France**, un chiffre qui augmente de 9 points par rapport à l'année dernière : l'incertitude qu'engendrent la lenteur des négociations entre Londres et Bruxelles et la nature des conditions – sans doute difficiles – de la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne font apparaître la France comme une alternative séduisante.

À l'inverse, **la politique économique et diplomatique de l'administration de Donald Trump n'a qu'un effet somme toute mineur sur l'attractivité de la France**, mais près d'un quart (23%) des responsables d'entreprises interrogés estiment néanmoins qu'il sera possible d'en tirer parti, un chiffre qui n'est pas négligeable.

Un climat favorable à une augmentation des investissements en France et au développement des technologies de pointes

Dans ce contexte très favorable, et même si jusqu'à présent les investissements restent timides, les responsables d'entreprises étrangères annoncent très majoritairement (72%) que **leurs maisons mères vont investir davantage en France dans les années qui viennent**. Ce chiffre est stable par rapport à la vague précédente, où une progression spectaculaire de plus de 34 points avait été enregistrée.

Au final, les dirigeants perçoivent la France comme un pays potentiellement très porteur pour le développement de **technologies de pointe**. 84% estiment ainsi que la France a le potentiel pour devenir un leader mondial pour le développement de l'intelligence artificielle et pour attirer des investissements importants dans ce domaine ; 31% des répondants sont même « *tout à fait* » de cette opinion. En ce qui concerne d'autres innovations de rupture comme la robotique, les biotechnologies ou les nanotechnologies, l'image qu'ont les dirigeants d'entreprises étrangères est là aussi très positive : 89% d'entre eux voient un potentiel pour ces secteurs en France.